

CONVENTION DE REVERSEMENT

Projet LYSIERES²

ENTRE

L'UNIVERSITE LUMIERE LYON II,

Établissement Public à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel (E.P.C.S.C.P.),

Dont le siège est sis 18 quai Claude Bernard 69365 Lyon Cedex 07, représentée par sa Présidente Nathalie DOMPNIER,

Ci-après désignée par l'« ULL2 »,

L'ULL2 agissant tant en son nom qu'au nom et pour le compte de la Direction Sciences et société, sous la responsabilité scientifique de Julia BONACCORSI, Vice-présidente Sciences et société,

D'une part,

ET

La ComUE LYON SAINT-ETIENNE,

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,

Dont le siège est sis 92, rue Pasteur, Lyon, 69361 Lyon Cedex 07, France,

Représentée par son Président Frank DEBOUCK,

Ci-après désignée « Université de Lyon »

D'autre part,

Ensemble désignées par « *les Parties* » et individuellement par « *la Partie* ».

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

Le 03 octobre 2023, le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a attribué à l'Université Lumière Lyon 2 une subvention, pour charges de service public pour l'année 2023, d'un montant de 304 000 €. Cette subvention concerne le projet LYSIERES², label Sciences avec et pour la Société et conduit sous la responsabilité scientifique de Julia BONACCORSI, Vice-présidente en charge des relations Sciences et société à la date de signature de la présente convention.

L'« Université de Lyon » est associée à ce projet.

ARTICLE 1 : OBJET

La présente Convention a pour objet de déterminer les modalités de versement par l'ULL2 à l'« Université de Lyon » de la somme de soixante mille sept cent cinquante (60 750) euros nets de taxe afin de reverser une partie de l'aide accordée par le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche pour la mise en œuvre du Projet. La Décision attributive ainsi que l'accord du consortium sont annexés à la présente Convention de reversement et en constitue partie intégrante.

L'« Université de Lyon » reconnaît en avoir pris connaissance et s'engage à faciliter le respect par l'ULL2 des obligations qui lui incombent dans la mise en œuvre du projet. Il s'engage notamment à informer l'ULL2 sans délai de tout retard dans la réalisation de sa part du Projet, et à répondre à toute sollicitation du Ministère de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'Innovation qui découlerait de l'exécution de la Convention de Subvention.

ARTICLE 2 : DURÉE

La présente convention prend effet à compter du 1er septembre 2023 pour une durée d'un an. Elle s'achèvera le 31 août 2024.

ARTICLE 3 : MONTANT

L'ULL2 s'engage à reverser à l'« Université de Lyon » la somme de soixante mille sept cent cinquante (60 750) euros dont deux mille cinq cent euros (2500€) de fonctionnement réservé pour ComSciCon en 2024 et donc non reversée, soit un total reversé de Cinquante-huit mille deux cent cinquante euros (58 250) nets de taxe.

ARTICLE 4 : MODALITES DU VERSEMENT

L'ULL2 se libèrera de la somme due en faisant porter le montant au crédit du compte ouvert au nom de l'« Université de Lyon »

DOMICILIATION : TPLYON

N° compte : 00001005020

Code banque : 10071

Code guichet : 69000

Clé : 39

IBAN : FR76 1007 1690 0000 0010 0502 039

BIC : TRPUFRP1

Ce versement sera effectué, sous réserve de disponibilité budgétaire et du versement préalable des fonds par le Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'innovation, selon l'échéancier suivant : Cinquante-huit mille deux cent cinquante euros (58 250€) à la signature de la présente convention.

ARTICLE 5 - UTILISATION DE LA SUBVENTION

L'« Université de Lyon » s'engage à utiliser la subvention uniquement pour la réalisation des dépenses suivantes en lien avec le projet LYSIERES², axe Recherche et Média : Quarante mille cinq cents euros (40 500 €) en fonctionnement dont Deux mille cinq cents euros de fonctionnement (2 500 €) réservée pour ComScieCon et donc non reversée, soit Trente-huit mille euros (38 000€) à reverser pour le fonctionnement en 2024 et Vingt mille deux cent cinquante euros (20 250 €) en masse salariale 2024. Soit un reversement total de Cinquante-huit mille deux cent cinquante euros (58 250€).

Sur demande de l'ULL2, l'« Université de Lyon » - transmettra un bilan financier visé par son ordonnateur et son agent comptable ou son chef des services financiers.

En cas d'utilisation non conforme de la subvention par l'« Université de Lyon », l'ULL2 demandera le remboursement de tout ou partie des crédits reversés. Les fonds seront restitués au Ministère de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'Innovation par l'ULL2.

Dans l'hypothèse où le Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation réclame à l'ULL2 la restitution de tout ou partie des fonds que l'ULL2 a versé à l'« Université de Lyon », l'« Université de Lyon » s'engage à reverser à l'ULL2 la part de subvention correspondante.

ARTICLE 6 - CONFIDENTIALITE

Chaque Partie s'engage à ne pas publier ni divulguer de quelque façon que ce soit les informations scientifiques, techniques ou commerciales autres que celles issues de l'Etude, et notamment les connaissances antérieures, appartenant à l'autre Partie et identifiées comme confidentielles par celle-ci, dont elle pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution du présent contrat. Cet engagement restera en vigueur pendant la durée du présent contrat et pendant une durée de cinq (5) ans après son échéance.

ARTICLE 7 : MODIFICATIONS

Toute modification à la présente convention sera décidée ou arrêtée d'un commun accord entre les Parties et fera l'objet d'un avenant écrit à la présente convention.

ARTICLE 8 : RESILIATION

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution de ses obligations par l'une des Parties.

La résiliation est effective à l'issue d'un délai de préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception postal, sauf si dans ce délai

- Les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution
- L'inexécution des obligations est consécutive à un cas de force majeure.

Jusqu'à l'expiration du délai de préavis, les Parties à la présente convention sont tenues d'exécuter leurs obligations contractuelles.

ARTICLE 9 : LITIGES

La présente convention est soumise au droit français.

En cas de difficulté sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les Parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable. En Cas de désaccord persistant, le conflit sera soulevé devant le tribunal administratif de Lyon.

Fait à Lyon,

Pour l'Université Lumière Lyon 2

La Présidente,

Nathalie DOMPNIER

Pour la ComUE Lyon Saint-Etienne

Le Président,

Franck DEBOUCK